

## A. LA REMISE EN ROUTE DE L'ECONOMIE APRES LA GUERRE

### 1. Les problèmes de la France de l'après-guerre

#### a. Une France détruite

- Le problème démographique
  - 600 000 †, 530 000 supplémentaires dus aux mauvaises conditions de vie.
  - Déficit des naissances
- Des pertes matérielles importantes
  - Des villes rasées (le Havre...)
  - Nbses usines détruites
  - Des grosses difficultés dans les transports (gare, voie ferrées, moyens de transports, ponts...)

#### b. Les difficultés de la remise en route

- Les problèmes des infrastructures
  - Les transports
  - Le manque d'énergie (pb du charbon) : d'autant plus important que les ports ont été détruits
- L'inflation et le marché noir
  - Déséquilibre entre la production insuffisante et le pouvoir d'achat qui augmente (salaires en hausse)
  - Le marché noir continue (rationnement continue jusqu'en 1947)

### 2. La Reconstruction économique

#### a. L'intervention de l'Etat

- Un problème théorique
  - La gauche est largement favorable à l'intervention de l'Etat dans l'économie (cf Front pop.)
- Nécessité de dirigisme économique dont les actions les plus spectaculaires sont les **nationalisations**
  - Plusieurs types :
    - Politiques : sanction contre collaborateurs (Renault, Berliet)
    - Secteurs clés :
      - Energie : gaz électricité, charbon=>EDF-GDF, charbonnage de France
      - Transport : Air France
      - Crédit : 34 stés d'assurances et les 4 principales banques de dépôts (Crédit lyonnais, Société générale, Comptoir National d'Escompte, Banques Nationale pour le commerce et l'industrie).
- **Planification** (Commissaire général : Jean Monnet)
  - Janvier 1947 : plan de modernisation et d'équipement
  - But : retrouver en 1948 le niveau de 1929 et le dépasser de 25% en 1950
  - 3 impératifs :
    - renouveler et améliorer l'équipement
    - répondre à la demande croissante de bien d'équipement
    - reconstruire les immeubles détruits
  - la priorité donnée à l'industrie de base (électricité, charbon, acier, ciment, transport, matériel agricole)

#### b. La mise en œuvre de la politique de reconstruction

- Propagande importante : demande aux Français de faire des sacrifices (notion de bataille de la production relayée par tous les partis politiques)
- Le problème de la M.-O.
  - Utilisation des travailleurs immigrés (Italiens et Nord-Africains)
  - Heures supp.
  - Avantages aux ouvriers : Mise en place du SMIG et certains salaires en hausse (mineurs)

- Réformes sociales importantes
  - Comité d'Entreprise (dans ent. de plus de 100 pers.)
  - Sécurité sociale (transfert sociaux vers ceux qui en ont besoin : enfants, malades, personnes âgées).
- Financement
  - Impôts
  - Emprunts (la dette publique passe de 1680 Milliards à 3140 Milliards)

### **c. Le rôle des Etats-Unis**

- Apport important dans le cadre du Plan Marshall
- Dès mai 1946 accords Blum-Byrnes (remise d'une grande partie de la dette, le rste remboursable à 2% jusqu'en 1980)
- Aide de la BIRD

## **3. Un bilan de la reconstruction**

### **a. 1950 la fin de la politique de reconstruction (au sens strict)**

- Un rattrapage rapide des retards
  - l'économie retrouve son rythme de 1938
    - Bonne récolte en 1948 (rationnement de pain supprimé en 1949)
    - Charbon atteint son niveau de 1929 mais pas de 25% en plus
    - Energie
  - Secteurs clés
    - Sidérurgie : résultats décevant en dépit des aides importantes
    - Textile : stagnation
- Une économie encore un peu archaïque
  - Problème de rentabilité des entreprises
    - Petite entreprise dominante (agri, ind, artisanat)
  - Qqe éléments de modernité (EDF-GDF)
  - Des déséquilibres importants
    - Sociaux : agri, ind. commerçants enrichis /ouvriers salariés appauvris
    - Inflation galopante

### **b. L'abandon progressif de l'interventionnisme de l'Etat**

- Un retour au libéralisme
  - En fait paradoxe car tous se voulaient interventionnistes mais à partir de l'automne 47 le ministère des finances est toujours occupés par des tenants du libéralisme.
    - René Mayer (Rad), Paul Reynaud (modéré), Maurice Pétache
  - Les tentatives de stabilisation de l'inflation sont de courte durée
  - Fin 52 question
    - Soit poursuivre expansion éco mais inflation
    - Stopper à tout prix l'inflation mais faible expansion

## **B. LA FRANCE DES TRENTE GLORIEUSES**

- Idée des « Trente glorieuses » (cf Jean Fourastié)
  - Expansion forte régulière mais sélective (La France de l'apogée économique)
  - Entraîne une mutation profonde de la société

### **1. Les facteurs de la croissance : des conditions très favorables**

#### **a. Une expansion mondiale**

- L'environnement international facilite la croissance
  - Concerne tous les pays
  - Aide des Etats-Unis (de 45 à 57 : 2 Milliards de \$ en argent ou marchandise)

- Le développement des échanges mondiaux
  - A partir de 48 le plan Marshall est un atout pour le commerce extérieur
  - Baisse des barrières douanières aux EUA
  - Mise en place de l'OECE (org. européenne de coop. économique)
  - D'une façon générale la Fce est mieux intégrée dans les processus d'échanges
- La construction européenne
  - 1951 : CECA (comm. éco. du charbon et de l'acier)
  - 1957 : traité de Rome (mise en place de la CEE à six)

### **b. La France du Baby-Boom**

- La plus forte croissance démographique de l'histoire
  - + 13 m° d'hab de 46 à 78
  - une double raison : la croissance naturelle et l'immigration étrangère
- La croissance démographique stimule la croissance
  - Création d'équipement durable (forte urbanisation)
  - Besoins accrus de bien de consommation
  - Forte demande de service (enseignement, santé...)

### **c. Un Etat qui accompagne et développe la croissance**

- Un Etat employeur
  - Nationalisation (contrôle les secteurs clés de l'économie : transport, énergie, recherche nucléaire ; construction aéronautique et militaire)
  - Etat contrôle le crédit et le financement de l'économie (Banque de France)
- Un Etat investisseur (le principal en France)
- Un Etat organisateur
  - Planification se poursuit après le plan Monnet (de façon importante jusqu'en 65)
  - 2<sup>e</sup> plan (54-57) : industrie de cons. / 3<sup>e</sup> (58-61) : mettre fin au déficit / 4<sup>e</sup> (62-65) : équipements collectifs (liés au Baby-Boom)

## **2. Une croissance longue mais sélective**

### **a. Une croissance ininterrompue**

- La plus longue croissance de l'histoire (46-73)
  - Chaque année en hausse (taux annuel moy. 5,4%,)
  - Croissance très régulière (pas de crise conjoncturelle)
- Cependant l'inflation reste forte
  - 155% de 49 à 68 / période la plus forte 47-58
  - A relier avec un mode de pensée économique très Keynésien.
- 3 conséquences principales à l'inflation
  - Crée du déficit commercial (car exportations + difficiles)
  - Réduit la valeur des dettes (finance la modernisation avec emprunts)
  - Les rentiers sont plutôt des victimes de l'inflation (revenus fixes)

### **b. une croissance différentielle**

- Les secteurs inégalement touchés
  - Le dynamisme industriel
    - Passe de 20% du PIB dans les années 50 à 28,3 % en 1973
    - Pop active secteur II<sup>e</sup> 29,6 % (1946) => 39 % (1973)
    - Rôle central de l'Etat (modernisation de son propre secteur industriel)
    - Poids international bcp + important et restructuration de l'industrie vers secteur moderne
    - Montée en puissance des grands groupes financiers mais entreprises françaises restent plutôt petites
    - Liée à la modernisation et à l'effort de construction du pays (métallurgie, sidérurgie, pétrochimie...)
  - La modernisation agricole mais une perte d'importance des agriculteurs (- de 10 % dans les 70's)
    - Rendement en hausse (prod x2)
    - Modernisation et intégration de l'agriculture dans l'industrie
    - Réorganisation des exploitations (regroupement / remembrement)
    - Rôle accru de l'Etat et de la CEE dans le soutien aux agriculteurs.

- La puissance montante des services
    - pop active III<sup>e</sup> 34% (1946)=>53 % (1977)
    - dvpt de la gde distribution
- Une croissance mal partagée
  - Accroissement des inégalités régionales
    - « Paris et le désert français »
    - Affirmation de la ligne Le Havre-Marseille
    - L'urbanisation s'accélère
    - REPONSES : régionalisation / DATAR / métropoles d'équilibre
  - Un partage souvent inéquitable des fruits de la croissance
    - augmentation du niveau de vie général mais les salaires augmentent bcp moins vite que la croissance
    - réapparition du chômage à partir de 65

### 3. **Les Français des « Trente glorieuses »**

#### **a. Les mutations de la société**

- Un monde ouvrier transformé
  - OS ou ONQ moins nombreux (proportionnellement)
  - Hausse des contremaîtres et OQ
  - Dvpt des ouvriers en « blouse blanche »
  - Le mouvement ouvrier s'en trouve sensiblement modifié : Scission de la CGT (guerre froide) : CGT et FO / Scission de la CFTC : CFTC et CFDT
- La fin des paysans
- Un nouveau patronat
  - Baisse des PME industrielles au profit de gdes structures
  - Dirigeants davantage formés (HEC, ENA...)
- Le développement des classes moyennes
  - Ingénieurs, employés, cadres moyens : 1/2 des actifs
  - Participe à l'évolution de la société de consommation.
- L'Etat-providence
  - Etat intervient pour corriger les inégalités sociales
  - Politique de redistribution (bourses, allocations familiales...)
  - Politique de construction d'équipement

#### **b. Un bouleversement de la vie quotidienne : « les baby-boomers »**

- Hausse démographique
  - Rajeunissement de la population (les – de 20 ans =1/3 pop dans les années 60).
- Une transformation de l'habitat
  - 400 000 / an dans les années 60
  - Dvpt des logements collectifs (« les grands ensembles », premières « villes nouvelles »).
- Une nette amélioration du quotidien
  - Accès à la société de consommation
  - Modernisation et équipement des ménages
  - Accès des produits de plus en plus divers pour l'alimentation
  - Diffusion de l'automobile
- Le développement des loisirs
  - 3<sup>e</sup> semaines de congés payés en 56, 4<sup>e</sup> sem. en 1962.
  - Diffusion de la culture pour tous : politique très volontariste des pouvoirs publics.
  - Dvpt des médias (gdes heures de la radio)
  - Dvpt de la culture de masse à partir des années 60.
- La lente remise en cause des valeurs traditionnelles
  - Baisse de l'influence de la religion catholique
  - Libération des jeunes (la génération « YéYé »)

## **C. LA FRANCE DECOUVRE LA CRISE**

### **1. Une crise qui s'installe durablement**

#### **a. Une crise économique globale**

- Un élément déclencheur visible : le choc pétrolier
  - Une augmentation considérable du prix du baril
  - EN FAIT le problème du prix du pétrole date des années 60
    - Entre 1949 et 1970 le prix du pétrole baisse de 40 %
    - Mise en place de l'OPEP (organisation de pays producteurs de pétrole) qui cherche à défendre les prix du pétrole (par rapport aux prix industriels)
  - Des conséquences immédiates
    - Le choc arrive au moment où la production ind. est au plus haut niveau et consomme sans compter des hydrocarbures
    - Presque immédiatement : hausse des coûts de production ind.
    - Réduction des achats de pétrole.
    - Inflation connaît une très forte hausse
    - Chômage
- Mais des dérèglements économiques bcp plus profonds et antérieurs au choc de 73
  - Deux problèmes qui n'ont jamais véritablement été résolu depuis la guerre
    - Le chômage fait sa réapparition dès le milieu des années 60
    - L'inflation
  - Le dérèglement monétaire
    - Dès 1967 le SMI (système monétaire Internationale) né à la suite des accords de Bretton Woods connaît des difficultés
    - Fluctuation monétaire importante (£ dévaluée ; \$ en baisse)
    - 15 août 1971 : Nixon annonce la fin de convertibilité du \$ en or
    - pb monétaire continue : DM et ¥ réévalués/ \$ dévalué
- Le manque de perspectives
  - Un long tunnel
    - 1975 : baisse de 10% de la prod. ind.
    - le désordre monétaire s'aggrave (inflation...)
    - hausse des prix des mat. 1<sup>ère</sup>
  - 1979-1980 la seconde crise pétrolière
    - 1979 : 2<sup>e</sup> choc pétrolier (lié à la révolution islamique en Iran)
    - Fin 1980 : prix du baril : 32 \$
    - Le ralentissement économique se poursuit

#### **b. Aspects et effets de la crise**

- L'aspect industriel : une baisse du taux de croissance du PIB (La récession économique)
  - Récession : période au cours de laquelle la croissance est stoppée voir voire négative (comme en 1975 : -0,3%)
  - Activité ind. moins dynamique : les branches traditionnelles sont touchées
  - Abouti ainsi à un redéploiement industriel dans le cadre d'une économie mondiale (accélération de la globalisation) : délocalisation, concentration et modernisation.
  - Conséquence : Diminution très forte de la MO dans certains secteurs ind. anciens (sidérurgie, textile, mines).
- L'aspect financier : une inflation galopante
  - Une inflation qui dépasse les 10 % (1974-75 / 1979-1981)
    - Même si la France est habituée à l'inflation, celle-ci est bcp + importante qu'avant.
    - Le franc perd de l'importance par rapport aux autres monnaies.
  - LA « STAGFLATION »
    - On parle de « stagflation » : stagnation économique + inflation
    - Baisse du budget de l'Etat (de plus doit aider les chômeurs).

- L'aspect social : la hausse du chômage
  - Une hausse permanente et vertigineuse
  - 2 facteurs de hausse
    - nombreuses faillites d'entreprises (baisse de l'activité éco.)
    - restructuration de l'appareil de production.
  - La fin de la société de prospérité
- Une conséquence politique : les alternances...
  - Les politiques « anti-crise »
    - Menées aussi bien par le gvt de droite que de gauche
    - Les économies d'énergie (« la chasse au gaspis »)
  - Les mesures sociales
    - Indemnisation du chômage et aide aux chômeurs (création de l'ANPE)
    - Alourdissement de la pression fiscale
    - Remontée des taux d'intérêt

## 2. Des politiques infructueuses par rapport à la crise

### a. L'échec de la politique de Raymond Barre

- Le retour en force des idées libérales
  - Raymond Barre se présente comme un spécialiste
  - Le plan BARRE (automne 76)
    - Plan d'austérité
      - Lutte contre l'inflation (volonté de contrôler quelques prix directement par l'Etat)
      - Blocage des salaires
      - Augmentation des impôts
    - Politique surtout libérale : moins de contrôles pour les licenciements, baisse des charges sociales
  - Une politique sans effet
    - Le chômage continue d'augmenter (de nombreuses entreprises profitent de cette baisse de contrôle pour augmenter leur marge bénéficiaire)
    - Politique impopulaire d'autant plus qu'aucune perspective ne se fait sentir.

### b. Les socialistes face à la crise

- Le changement : les grandes réformes du ministre P. Mauroy (1981-1984)
- Des mesures sociales
  - 39h./ hausse du SMIC / IGF
  - Retraite à 60 ans / 5<sup>e</sup> semaine de congés payés /hausse des prestations sociales
  - Nationalisation (CGE, Saint-Gobain, PUK, Rhône-Poulenc, quelques banques d'affaire)
  - Renforcement du droit des travailleurs dans les entreprises (loi Auroux)
- L'échec face à la crise : Les problèmes reviennent dès 1982
  - Chômage et déséquilibres s'aggravent
  - Lancement d'une politique de rigueur qui provoque des contestations internes à la gauche : idée d'une gauche « réaliste et gestionnaire » : fin de « l'état de grâce »
  - Relance de la croissance par la consommation mais par crainte de l'inflation la politique n'est pas menée complètement

### c. Le retour des politiques libérales

- La cohabitation Jacques Chirac : une politique ultra-libérale (86-88)
  - Inspirée par la politique de M. Thatcher au Royaume-Uni
  - Suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, privatisation
- La cohabitation Edouard Balladur (93-95)
  - Une politique libérale de réduction des déficits publics
    - Augmentations des taxes indirectes (csg, TVA) réforme du système des retraites et de santé)
    - Privatisation

### **3. La France dans la globalisation économique**

#### **a. Les alternances économiques : crises et croissances**

- Les cycles économiques dans la crise
  - Une période de légère stabilisation (1988-1991)
  - Un retour à une crise marquée (1992-1996)
    - 1993 : l'année très difficile (croissance négative)
    - hausse du chômage
  - Le retour de la croissance (1997-2002)
    - Pour la première fois depuis 1975 baisse nette du chômage
    - Hausse importante de l'activité économique
    - Balance commerciale excédentaire
- Le retour régulier à des politiques de rigueur
  - Limite de l'inflation
  - Désengagement de l'Etat plus ou moins marqué

#### **b. Une logique économique de plus en plus européenne**

- La France dans l'UE
  - Le poids des réglementations européennes
  - La monnaie unique
- Le développement des « entreprises européennes »